

GRAVE REMISE EN CAUSE DE L'ÉGALITÉ DES DROITS A MAYOTTE

L'Union syndicale Solidaires exprime sa vive préoccupation face aux récentes déclarations de **Gérald Darmanin à Mayotte**. Ces annonces prévoient des mesures d'exception au nom de la lutte contre l'immigration avec notamment la fin du droit du sol, la limitation des visas, l'installation d'un rideau de fer maritime, et une deuxième opération Wuambushu. Il mène ainsi une politique d'extrême-droite sur le territoire mahorais. L'extrême droite s'en réjouit, quant à Gérard Larcher, à l'instar de la droite, il propose même d'étendre ces mesures xénophobes à d'autres territoires.

L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien à Solidaires Mayotte, à toutes les travailleuses/eurs et agent-es, et à l'ensemble de la population qui vit à Mayotte quand elle exige l'application du droit commun comme sur l'ensemble du territoire pour garantir l'égalité sociale. En effet, à Mayotte, une grande partie du droit commun ne s'applique pas : l'accès aux droits est catastrophique. Eau, santé, éducation, logement, services publics... tout fait défaut.

La situation à Mayotte, département français d'environ 300 000 habitants est alarmante : 80 % des habitant-es vivent sous le seuil de pauvreté, l'accès à l'eau est une urgence sanitaire et de nombreuses mesures d'exception sont la règle.

Des milliers de migrant-es ont afflué ces dernières années sur l'île de Mayotte depuis différents pays de la région, en particulier des Comores, à la recherche d'une vie meilleure. L'opération Wuambushu a détruit des milliers de logements, même insalubres, sans construire de logements dignes, laissant de nombreuses familles à la rue, et en a expulsé de nombreuses autres ! Au lieu de dépenser des millions dans des opérations d'expulsion, de répression et de destruction, cet argent devrait être utilisé pour permettre à toutes et tous de vivre dignement.

Ces fortes inégalités sont le résultat des politiques menées par les gouvernements successifs. Et le gouvernement actuel suit la même ligne : désintérêt pour la population mahoraise, répression et tout sécuritaire pour les exilé-es lui permettant ainsi d'expérimenter ses politiques racistes, tandis que ce département-archipel lui rapporte plusieurs milliards avec ses territoire maritimes et sa place stratégique dans le canal du Mozambique.

L'Union syndicale Solidaires et Solidaires Mayotte exigent urgemment :

- **L'application réelle de l'égalité des droits : des moyens humains, matériel et des infrastructures pour que l'ensemble de la population de Mayotte puisse vivre, se loger et être soigné-e dignement et avoir accès à l'éducation.**
- **La suppression du droit local moins favorable, et la suppression de la phrase de fin des ordonnances gouvernementales "sauf Mayotte"**
- **L'augmentation des salaires de 115% pour rattraper les retards sur l'inflation.**
- **La régularisation des Sans-papiers de Mayotte**
- **La liberté de circulation et d'installation et les moyens pour un accueil digne de toutes et tous les migrant-es !**